

Session extraordinaire des Nations Unies sur l'Afrique

Alors qu'il était président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président Diouf du Sénégal a largement contribué à convaincre la communauté internationale de tenir une session extraordinaire des Nations Unies sur la situation critique en Afrique. Durant cette session, tenue à New York du 27 au 31 mai 1986, les gouvernements africains se sont engagés à opérer des réformes économiques et institutionnelles d'envergure; les gouvernements des pays donateurs ont convenu pour leur part de faire tout en leur pouvoir pour fournir les ressources nécessaires et ainsi appuyer et compléter l'effort africain de développement. L'ONU est chargée de faciliter le processus et d'en suivre le déroulement.

Durant la session extraordinaire, le Canada a activement soutenu les efforts de relèvement et de développement de l'Afrique et annoncé de nouvelles mesures qui l'aideront à relever ce défi.

- L'initiative Afrique 2000 a été conçue afin d'accroître la participation du Canada à quelque 2 000 nouveaux projets au niveau communautaire. Un fonds quinquennal spécial de 150 millions \$ a été mis sur pied à cette fin.
- Le Canada a institué un moratoire d'une durée initiale de cinq ans sur le remboursement des prêts consentis dans le cadre de l'aide publique au développement et a indiqué qu'il était disposé à proroger ce moratoire par périodes de cinq ans jusqu'en l'an 2000. (La valeur des créances du Canada pour ce type de dette est estimée à environ 255 millions \$).
- Le Canada a en outre décidé peu avant le début de la session extraordinaire que tous les nouveaux projets d'aide au développement seraient financés au moyen de subventions plutôt que de prêts.

En tant que président du comité chargé de préparer le document final de la session, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Stephen Lewis, a contribué dans une large mesure à faire le consensus parmi les participants. M. Lewis a en outre été nommé conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies et il a reçu pour mandat d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'affecter davantage de ressources à l'Afrique et d'encourager les pays africains à procéder aux réformes et aux ajustements nécessaires.

Programmes canadiens d'aide au développement

Ces mesures exceptionnelles ne devraient pas faire oublier l'éventail des programmes actuellement mis en oeuvre dans 51 pays d'Afrique. En 1986-1987, l'aide totale fournie